Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales

CNDSI - Remarques du collège syndical - Février 2021

Processus :

Nous espérons que le processus d'adoption de cette nouvelle loi va enfin aboutir car cela fait plus de deux ans maintenant que nous sommes mobilisés lors de rencontres telles que celle-ci, puis laissés sans nouvelles pendant plusieurs mois, avant d'être à nouveau mobilisés... Une telle réalité amène donc malheureusement à s'interroger sur le portage politique de cette loi et l'importance qui lui est attribuée

Texte :

Nos remarques sur le texte resteront d'ordre assez général afin de tenir dans les 5 minutes qui nous sont imparties.

- ***Droits sociaux :***

Nous pensons que, de façon générale, le projet de loi devrait davantage mettre l'accent sur le respect des droits sociaux, notamment les normes sociales fondamentales de l'OIT, l'ODD 8 (à savoir « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ») et les autres engagements pris par la France dans le cadre de traités internationaux, en insistant sur la nécessité d'avoir un réel dialogue social concernant les différentes démarches mises en œuvre dans le cadre de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales.

En effet, nous avons noté que contrairement au texte de 2014, les termes de dialogue social et libertés syndicales ont disparu du présent document. Or, nous rappelons que la pratique du dialogue social qui permet la prise en compte des préoccupations des travailleurs-euses tant au niveau des politiques publiques qu'au sein des entreprises est indispensable pour assurer une réelle politique de développement et de solidarité internationale.

Les organisations syndicales doivent donc être plus étroitement associées aux différentes démarches de coopération (mise en œuvre de projets, suivi, etc) dans les différents pays concernés par ces démarches. La prise en compte des préoccupations des travailleurs-euses vient de plus alimenter les dynamiques plus globales de dialogue inclusif à développer avec les différents acteurs de la société civile dans le cadre de la PDSLIM. En cela, notre collège ne peut que rappeler la nécessité d'avoir une bonne représentation des syndicats au sein d'instances telles que le CNDSI.

- ***Cohérence des politiques :***

Nous attirons aussi l'attention sur le fait que la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales ne doit surtout pas être subordonnée à d'autres

politiques telles que les politiques de diplomatie économique, militaire, migratoire, etc de la France.

Nous rappelons en outre l'importance de la cohérence des politiques publiques, au sens où les autres politiques françaises (économique, militaire, etc.) ne doivent pas être mises en œuvre au détriment des objectifs poursuivis par la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales. A ce sujet, pour aller au-delà des simples affirmations en la matière, il nous semble important que la France s'engage à mettre en place des mécanismes concrets de contrôle public et d'évaluation de cette cohérence des politiques.

- **Privilèges et immunités :**

Le projet de loi fait référence au fait d'habiliter le gouvernement à légiférer par ordonnance pour définir les modalités d'octroi de privilèges et immunités sur le territoire français à certaines organisations (organisations internationales, associations ou fondations, etc.). Nous pensons qu'il est nécessaire d'apporter plus de précisions quant aux « privilèges et immunités » dont il pourrait être question ici car en l'état actuel, une telle orientation nous interroge fortement.

- **Concrétisation des orientations :**

Enfin, pour s'assurer que certaines orientations affirmées dans ce projet de loi puissent prendre forme de façon concrète, il est nécessaire que la France prenne des engagements précis. A titre d'exemple :

- lorsqu'il est dit que « *La France milite pour accroître la transparence en permettant aux sociétés civiles locales de jouer leur rôle de contrôle et aux citoyens de s'emparer des questions fiscales* », une façon concrète d'avancer en ce sens serait d'exiger des entreprises multinationales qu'elles réalisent des reportings publics pays par pays de leurs activités, ce qui permettrait aux organisations syndicales, aux citoyens et aux organisations non gouvernementales d'avoir accès à ces informations. Une meilleure information est en effet nécessaire à un contrôle efficace.
- l'Etat doit mettre en place et s'assurer de l'effectivité de dispositifs et de procédures clairs pour lutter contre les flux financiers illicites notamment dans le cadre de la politique et de projets coopération internationale
- lorsqu'il est dit que les « *opérateurs de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales intègrent également la responsabilité sociétale dans leur système de gouvernance et dans leurs opérations* », nous pensons que l'AFD devrait mettre en place des processus précis, contraignants et clairs lui permettant d'être en accord avec les exigences de la loi française sur le devoir de vigilance dans le cadre de ses différentes opérations. Le suivi des dispositifs de reporting extrafinancier en cours de révision au niveau européen peut également apporter des éléments positifs en matière de responsabilité sociétale et de gouvernance responsable

Voilà pour nos remarques générales. Le collège syndical reste disponible pour apporter toute précision nécessaire.